

CHRONIQUE

La loi relative à la création, à l'architecture et au patrimoine et les collectivités territoriales 2

Marie CORNU

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

Un permis de construire peut-il être délivré à titre provisoire en cas de suspension d'une décision de refus ? 10

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (Sect) 7 octobre 2016, *Commune de Bordeaux*, n° 395211

Un BEA culturel peut-il être signé avec une association loi de 1901 ? 25

CE (7/2 CHR) 10 février 2017, *Ville de Paris c/ M. Hanon*, n° 395433

• Finances publiques locales

La Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF) peut-elle dispenser de sanction pécuniaire les personnes qu'elle a reconnues responsables des infractions poursuivies devant elle ? 28

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (6/1CHR) 17 octobre 2016, n° 393519, *Parquet général près la Cour des comptes*

• Organismes de coopération et de regroupement

Le schéma départemental de coopération intercommunale est-il un acte susceptible de recours ? 33

Conclusions Vincent Daumas

CE (3/8 CHR) 21 octobre 2016, *Communauté de communes du Val-de-Drôme*, n° 390052

• Contentieux des collectivités locales

Existe-t-il une obligation d'allotir les délégations de service public ?

La violation des dispositions de l'article L. 420-2 du code de commerce prohibant les abus de position dominante peut-elle être invoquée devant le juge des référés précontractuels ? 41

Conclusions Gilles Pellissier

Observations Jean-David Dreyfus

CE (7/2 CHR) 21 septembre 2016, *Communauté urbaine du Grand Dijon*, n° 399656

CE (7/2 CHR) 21 septembre 2016, *Société Keolis*, n° 399699

L'illégalité d'un permis de construire suffit-elle à caractériser l'anormalité du préjudice résultant de la construction de logements sociaux constituant un ouvrage public ? 50

Conclusions Xavier de Lesquen

CE (6/1CHR) 28 septembre 2016, *OPH Gironde*, n° 389581

Une délibération portant approbation d'un PLU et entachée d'un vice de procédure peut-elle être régularisée si le PLU est lui-même entaché d'illégalité partielle ? 55

Conclusions Rémi Decout-Paolini

CE (1/6 CHR) 12 octobre 2016, *M. Kerwer*, n° 387308

Le tribunal administratif est-il juge de premier et dernier ressort en matière de contentieux des droits à l'allocation d'aide au retour à l'emploi ? 63

Observations Jean Lessi

CE (1 CH) 30 décembre 2016, *Mme Girot c/ CNFPT*, n° 393910

Une commune justifie-t-elle d'un intérêt à agir contre une décision prise au titre de la police des installations classées ? 66

Conclusions Frédéric Salvage

CAA Marseille (7 CH) 26 janvier 2017, *Commune de Bessan*, n° 15MA01059

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 72

L'OFFICIEL EN BREF 77

MODÈLE D'ACTE 83

Arrêté portant retenue sur le traitement d'un fonctionnaire pour absence de service fait

CHRONIQUES

**Loi NOTRe et enjeux des grandes communautés.
Une communauté d'agglomération pour le Pays Basque** 86
Pierre Pintat & Claire Hautefaye-Bosseboeuf

**Les juridictions financières. Bilan des évolutions du droit positif
et de la jurisprudence 2016 du Conseil d'État**..... 92
Stéphanie Damarey

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

**Le retrait de la délégation d'un adjoint au maire doit-il s'analyser
comme une décision prise en considération de la personne au
sens de l'article L.121-1 du code des relations entre le public et
l'administration ?** 98
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 27 janvier 2017, *M. Tonnel c/ Commune de Marcq-en-
Barœul*, n° 404858

• Actes des collectivités locales

**Un service culturel producteur d'une base de données peut-il
interdire la réutilisation de la totalité ou d'une partie substantielle
du contenu de cette base ?** 102
Conclusions Aurélie Bretonneau
Observations Jean-Christophe Galloux
(10/9 CHR) 8 février 2017, *Société Notrefamille.com*, n° 389806

**Le point de départ du délai de péremption d'un permis de lotir
était-il différé jusqu'à la date d'obtention d'autorisations prévues
par d'autres législations que celle sur l'urbanisme ?** 110
Conclusions Marie-Astrid de Barmon
CE (9/10 CHR) 10 février 2017, *SARL Immoconseil*, n° 383329

**L'apposition d'une croix sur une grille de cimetière porte-t-elle
atteinte au principe de laïcité ?** 115
Conclusions Sébastien Ellie
TA Poitiers (2^e ch.) 9 mars 2017, *M. Bonn c/ Commune de Princay*,
n° 1500305

• Fonction publique territoriale

**Quelles sont les obligations respectives de l'administration
d'origine et de l'administration d'accueil en cas de fin de
détachement d'un fonctionnaire avant le terme normal ?** 120
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 21 octobre 2016, *Région Auvergne*, n° 380433

• Fonction publique territoriale (suite)

**Quelles conséquences faut-il tirer de la circonstance que le
fonctionnaire n'a pas respecté le délai de préavis prévu par les
dispositions réglementaires relatives à la réintégration à l'issue
de la disponibilité ?** 126
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 27 janvier 2017, *Ministre de l'Agriculture*, n° 392860

• Finances publiques locales

**L'article L. 312-1 du code des juridictions financières, en ce
qu'il déclare certains responsables publics de Guyane et de
Martinique non justiciables de la CDBF,
méconnaît-il le principe d'égalité devant la loi ?**..... 130
Conclusions Xavier de Lesquen
CE (6/1 CHR) QPC 14 septembre 2016, *Mme Andréani*, n° 400864

• Organismes de coopération et de regroupement

**En cas de renouvellement général du conseil municipal, est-il
nécessaire de procéder à une nouvelle désignation de l'ensemble
des sièges de conseiller communautaires attribués à la
commune ?** 135
Conclusions Édouard Crepey
CE (10/9 CHR) 13 janvier 2017, *Mme Dauvet*, n° 399323

• Contentieux des collectivités locales

**Quel est l'office du juge de l'exécution en cas d'inexistence d'une
délibération autorisant l'achat de parcelles par une commune ?** 140
Conclusions Romain Victor
CE (8/3 CHR) 25 janvier 2017, *Association Avenir d'Alet*, n° 372676

**Le préfet peut-il assortir son appel d'un jugement de rejet d'un
déféré contre un acte d'une collectivité territoriale d'une demande
de suspension de son exécution ?** 146
Conclusions Aurélie Bretonneau
CE (10/9 CHR) 8 février 2017, *Ministre du Logement*, n° 402417

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 152

L'OFFICIEL EN BREF 157

MODÈLE D'ACTE 163

Arrêté municipal de congé de paternité et d'accueil de l'enfant

CHRONIQUES

La notion d'immeuble difficilement raccordable dans les contentieux civil et administratif 168
Emmanuel Salaun

Chronique annuelle de droit constitutionnel local 174
Julien Martin

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Une délibération est-elle irrégulière faute de justifier de la régularité du vote à bulletins secrets ? 181
Conclusions Laurence Stenger
Observations Muriel Rambour
TA Nancy (1 CH) 28 février 2017, *M. Labat et autres*, n° 153615

• Compétences des collectivités locales

La prescription administrative s'applique-t-elle aux constructions existantes réalisées sans permis de construire ? 188
Conclusions Xavier de Lesquen
CE (6/1 CHR) 3 février 2017, *M. Jean-Louis Eber*, n° 373898

• Domaines public et privé des collectivités locales

À quelles conditions la vente par une commune d'une parcelle de son domaine privé est-elle parfaite ? 197
Conclusions Romain Victor
CE (8/3 CHR) 15 mars 2017, *SARL Bowling du Hainaut et SARL Bowling de Saint-Amand-les-Eaux*, n° 393407

• Finances publiques locales

L'absence de mention relative à l'identité de la personne émettant un titre de recettes sur ce dernier peut-elle être suppléée par une mention figurant dans le courrier de notification ? 203
Conclusions Gilles Pellissier
CE (7/2 CHR) 3 mars 2017, *Mme Goupil*, n° 398121

L'action intentée devant le juge de commerce contre l'entrepreneur principal interrompt-elle le délai de prescription à l'égard de la collectivité publique maître de l'ouvrage ? 208
Conclusions Olivier Henrard
CE (7/2 CHR) 10 mars 2017, *Société Solotrat*, n° 404841

• Organismes de coopération et de regroupement

La condition d'urgence en référé est-elle réputée satisfaite en cas de dissolution d'un EPCI ? 214
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 17 mars 2017, *Ministre de l'Intérieur c/ Communauté de communes du Cordais et du Causse*, n° 404891

• Contentieux des collectivités locales

L'activité d'« aquabike », activité accessoire s'inscrivant dans celle d'une piscine intercommunale, relève-t-elle d'un service public administratif ou industriel et commercial ? 220
Conclusions Bénédicte Vassallo
Observations Marine Chouquet
TC 9 janvier 2017, *EURL Centre Léman / Communauté d'Annemasse-les-Voirons*, n° 4074

L'obligation de notification s'impose-t-elle pour les décisions refusant de constater la caducité d'un permis de construire ? Comment s'apprécie l'intérêt à agir d'un voisin contre un permis modificatif ? 228
Conclusions Rémi Decout-Paolini
CE (1/6 CHR) 17 mars 2017, *M. Malsoute*, n°s 396362 et 396366

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 235

L'OFFICIEL EN BREF 239

MODÈLE D'ACTE 245

Arrêté municipal portant mise à enquête publique en vue du déclassement d'une parcelle du domaine public

CHRONIQUE

**La loi relative au statut de Paris et à l'aménagement
métropolitain**..... 168
Michel Degoffe

JURISPRUDENCE

• Domaines public et privé des collectivités locales

**Qui, de la personne qui a construit un bâtiment sur le domaine
public ou de la personne qui l'occupe, est redevable d'une
indemnité d'occupation sans titre ?**..... 173
Conclusions Romain Victor
CE (8/3 CHR) 15 mars 2017, *Commune de Cannes*, n° 388127

**Qui dispose du pouvoir d'accorder un permis de stationnement à
Paris ?**..... 179
Conclusions Romain Victor
CE (8/3 CHR) 15 mars 2017, *Ville de Paris*, n° 391901

• Fonction publique territoriale

**L'obligation de discrétion professionnelle s'étend-elle aux
réseaux sociaux ?**..... 186
Conclusions Vincent Daumas
CE 20 mars 2017, *Centre de gestion de la fonction publique territoriale
du Territoire de Belfort*, n° 393320

**Comment évaluer le préjudice subi par un agent public du fait de
son éviction illégale ?**..... 191
Conclusions Vincent Daumas
CE (3/8 CHR) 20 mars 2017, *M. Descaves*, n° 393761

**Quelles sont les causes d'interruption du délai de prescription
biennale applicable aux rémunérations publiques?**..... 197
Conclusions Gilles Pellissier
Observations Amadis Friboulet
CE Avis (2/7 CHR) 31 mars 2017, *Mme Dittoo et Mme Holterbosch*,
n° 405797

• Collectivités locales à statut particulier

Le conseil territorial de Saint-Martin peut-il adopter une mesure

tendant à la démonétisation du versement du RSA ?..... 208
Conclusions Aurélie Bretonneau
Observations Renaud Bourget
CE (10/9 CHR) 8 février 2017, *Préfet délégué de Saint-Barthélemy et de
Saint-Martin*, n° 399584

• Collectivités locales à statut particulier (suite)

**La collectivité de Polynésie française est-elle compétente en
matière de démolition de construction illégale ?**..... 217
Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau
Observations Jean Paul Pastorel
CE (2/7 CHR) 31 mars 2017, *Ministre des Outre-Mer*, n° 390943

• Contentieux des collectivités locales

**Un requérant qui a omis de notifier sa requête à l'auteur de la
décision et au titulaire de l'autorisation d'urbanisme peut-il se
désister et présenter une nouvelle requête identique ?**..... 224
Conclusions Suzanne Von Coester
CE (6/1 CHR) 17 mars 2017, *Association Novissen et autres*, n° 397107

**Que faut-il entendre par bâtiment à usage principal d'habitation
au sens du code de justice administrative ?**..... 229
Conclusions Xavier Domino
CE (2/7 CHR) 20 mars 2017, *M. et Mme Driassa*, n° 401463

**Le refus du préfet opposé à la demande d'un citoyen de saisir
la CRC afin qu'elle procède à un examen de gestion est-il
susceptible de recours pour excès de pouvoir ?**..... 233
Conclusions Marc Dursapt
Observations Stéphanie Damarey
CAA Lyon (4 CH) 6 avril 2017, *Monsieur Hours c/ Ministre de
l'Intérieur*, n° 15LY01953

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 237

L'OFFICIEL EN BREF 242

MODÈLE D'ACTE 248

**Délibération portant délégations consenties au président par le
conseil départemental**

ACTES DE COLLOQUE

Les libertés fondamentales dans le contentieux des collectivités territoriales

Présentation332

Libertés et collectivités : « Je t'aime, moi non plus. »333
Nicolas KADA

Les libertés fondamentales des collectivités locales sont-elles des libertés comme les autres ?336
Mathieu DOAT

Le principe de libre administration dans la jurisprudence constitutionnelle : développements récents341
André ROUX

Les libertés locales et la portée constitutionnelle de la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne348
Laurence POTVIN-SOLIS

La protection des collectivités par le juge administratif et le juge des comptes dans le cadre du contrôle budgétaire354
Matthieu HOUSER

JURISPRUDENCE

• État

Les propriétaires intéressés doivent-ils être tous convoqués en cas de visite sur les lieux dans le cadre d'une enquête publique pour la modification d'une servitude de passage sur le littoral ?358
Conclusions Suzanne VON COESTER

CE (6/1 CHR) 28 avril 2017, *Ministre du Logement et de l'habitat durable c/ Mme Cherest-Lancesseur et autres*, n° 397015

• Compétences des collectivités locales

Dans quelles conditions un permis de construire portant sur un projet nécessitant l'abattage d'arbres en secteur boisé peut-il être délivré ?363
Conclusions Suzanne VON COESTER

CE (6/1 CHR) 28 avril 2017, *M. et Mme Agius et autres*, n° 3961720

La prévention spécialisée relève-t-elle d'une compétence obligatoire du département ?367
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT

CAA Nantes (4^e ch.) 21 juin 2017, *Département du Loiret*, n° 15NT01292

• Police administrative

Un maire peut-il être tenu, dans le cadre de ses pouvoirs de police municipale, d'installer des obstacles physiques pour empêcher le stationnement sauvage de véhicules sur les trottoirs ?374
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT

CAA Nantes (4^e ch.) 12 avril 2017, *M. et Mme Yves Bourse*, n° 16NT00732

• Fonction publique territoriale

Quelles sont les règles en vigueur pour la répétition de sommes indûment versées au titre d'une pension de réversion ?378

Conclusions Gilles PELLISSIER

CE (7/2 CHR) 19 avril 2017, *Caisse des dépôts et consignations*, n° 398382

• Finances publiques locales

Quel encadrement de l'évolution pluriannuelle des dotations perçues par les communes nouvelles qui bénéficient de la « garantie de ressources » ?381

Conclusions François-Xavier BRÉCHOT

CAA Nantes (4^e ch.) 24 mai 2017, *Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Tinchebray Bocage*, n° 16NT01707

• Contentieux des collectivités locales

Le titulaire d'un marché public doit-il être regardé comme ayant été représenté par la personne publique cocontractante dans une instance relative à la validité du contrat dans laquelle il n'a été ni présent ni régulièrement appelé ?386

Conclusions Gilles PELLISSIER

CE (7/2 CHR) 19 avril 2017, *Société ACS Production*, n° 401539

Dans quel cas la production d'un permis modificatif de régularisation après la clôture de l'instruction impose-t-elle sa réouverture ?391

Conclusions Suzanne VON COESTER

CE (6/1 CHR) 28 avril 2017, *Commune de Bayonne et société ICB Investimmo côte basque*, nos 395867 et 396238

Le propriétaire d'un terrain non construit est-il recevable à demander l'annulation d'un permis de construire sur une parcelle voisine ?395

Conclusions Suzanne Von COESTER

CE (6/1 CHR) 28 avril 2017, *M. Fontenay*, nos 393801, 393802 et 393803

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 400

L'OFFICIEL EN BREF 404

MODÈLE D'ACTE 409

Modèles de déclaration de commencement d'exécution et d'achèvement de l'opération au titre des Travaux Divers d'Intérêt Local (TDIL)

ACTES DE COLLOQUE

Les libertés fondamentales dans le contentieux des collectivités territoriales (suite)

La libre administration des collectivités territoriales à l'épreuve du financement des cultes 412
Elsa FOREY

Les Libertés locales face à la Dignité humaine 417
Catherine RIBOT

Les droits politiques des minorités et les libertés locales 423
Laurent SERMET

L'action économique des collectivités territoriales, une nécessaire conciliation entre la liberté d'entreprendre et les libertés locales 428
Mylène BERNABEU

Les libertés locales et la transparence à l'épreuve de l'obligation d'information des administrés : les clairs-obscurs de l'open data 433
Sylvie TORCOL

La libre administration des collectivités territoriales et les droits fondamentaux des agents 440
Delphine ESPAGNO-ABADIE

Conclusions en forme de perspective. La décentralisation selon Emmanuel Macron. Quelles orientations pour le quinquennat ? 446
Bernard DOLEZ

JURISPRUDENCE

• Compétences des collectivités locales

La prévention spécialisée relève-t-elle d'une compétence obligatoire du département ? 451
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT
CAA Nantes (4 CH) 21 juin 2017, *Département du Loiret*, n° 15NT01292

• Police administrative

Un maire peut-il être tenu, dans le cadre de ses pouvoirs de police municipale, d'installer des obstacles physiques pour empêcher le stationnement sauvage de véhicules sur les trottoirs ? 458
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT
CAA Nantes (4 CH) 12 avril 2017, *M. et Mme Yves Bourse*, n° 16NT00732

• Contentieux des collectivités locales

Quelles sont les conséquences indemnitaires de la caducité d'un contrat ? 463
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT
Observations Jean-David DREYFUS
CAA Nantes (4 CH) 24 mai 2017, *Association IPSIS (Institut pour la socialisation, l'intégration et le soin) c/ Commune d'Orléans*, n° 16NT00496

À quelle date la capitalisation des intérêts peut-elle être demandée ? 472
Conclusions Mme MÉGRET
CAA Versailles (5 CH) 24 mai 2017, *Société Véolia Eau-Compagnie générale des eaux / M. et Mme Le Mevel*, n°s 15VE01294 et 15VE01370

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 478

L'OFFICIEL EN BREF 484

MODÈLE D'ACTE 489

Modèle d'arrêté municipal portant exécution d'office en matière d'enlèvement de déchets

ACTES DE COLLOQUE

Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL ?

L'intercommunalité à fiscalité propre aujourd'hui, bilan et enjeux	493
Floriane BOULAY	
Existe-t-il une taille adéquate pour les intercommunalités ?	497
Martine LONG	
Revisiter les logiques de proximité dans les nouvelles intercommunalités	501
Vincent GABORIAU	
Nouvelles dimensions de l'intercommunalité en Italie. Rapports entre Ville métropolitaine, Communes et Unions de communes en Italie : le cas de la Ville métropolitaine de Naples	505
Alberto LUCARELLI	
Réflexions sur la légitimité d'action au sein des intercommunalités XXL	508
Florence CROUZATIER-DURAND	
Des conseils de développement au cœur de l'intercommunalité	512
Sandrine CASTEL-BIDERRÉ et Gabriel VITRÉ	
Recomposition des périmètres intercommunaux : l'enjeu des ressources humaines	515
David LE BRAS	
Les enjeux de la réforme de la DGF pour les EPCI XXL	518
Marie-Christine STECKEL-ASSOÛÈRE	
Les pactes fiscaux et financiers au service d'un nouveau modèle financier pour l'intercommunalité	523
Matthieu HOUSER	
La communauté d'agglomération pays basque : la reconnaissance institutionnelle dans le cadre du droit commun	527
Maylis DOUENCE	
Intercommunalités XXL : l'exemple de la communauté de communes Somme Sud-Ouest (CC2SO)	532
Isabelle MULLER-QUOY	
La communauté d'agglomération Mauges-Communauté	535
Arnaud GUERRY et Hervé RIHAL	
Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL ? Conclusion	539
Bertrand FAURE	

JURISPRUDENCE

• Fonction publique territoriale

Quelle est la durée minimale de la période de report des congés annuels non pris compatible avec le droit communautaire ?	541
Conclusions Nicolas POLGE	
CE Avis (5/4 CHR) 26 avril 2017, <i>Ministre de l'Intérieur c/ M. Colombini</i> , n° 406009	

Le refus de faire droit à une demande de révision de pension doit-il être motivé ?

546
Conclusions Olivier HENRARD
CE (7/2 CHR) 19 juillet 2017, <i>M. Ho Tam Fou</i> , n° 400656

• Organismes de coopération et de regroupement

En cas de fusion ou de changement de périmètre des EPCI, entraînant une évolution du nombre des conseillers communautaires délégués par une commune, comment désigner les conseillers communautaires du nouvel établissement ?	550
Conclusions Rémi DECOUT-PAOLINI	
CE (1/6 CHR) 12 juillet 2017, <i>Élection des conseillers communautaires de la commune de Bretoncelles</i> , n° 408303	
CE (1/6 CHR) 12 juillet 2017, <i>Élection des conseillers communautaires de la commune de Muret</i> , n° 409475	

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 559

L'OFFICIEL EN BREF 563

MODÈLE D'ACTE 569

Arrêté du Président du Conseil Départemental fixant le niveau de dépendance moyen départemental (GMP)

CHRONIQUES

Circulaires, instructions et collectivités territoriales572
Jean-Marie PONTIER

La formation des élus locaux582
Brigitte FERRARI

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Quel contrôle le juge opère-t-il sur le choix du nom d'une région et sur la procédure de consultation aboutissant à ce choix ?585

Conclusions Vincent DAUMAS
Observations Grégoire WEIGEL

CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2017, *Association citoyenne « Pour Occitanie – Pays Catalan »*, n° 403948

CE (Assemblée du contentieux) 19 juillet 2017, *Comité pour l'autodétermination de la Catalogne Nord*, n° 403928

Le maire d'une commune de moins de 3 500 habitants peut-il refuser d'inscrire tout ou partie des questions mentionnées dans une demande de convocation du conseil municipal présentée par la majorité des membres de ce dernier ?603

Conclusions Vincent DAUMAS

(3/8 CHR) 28 septembre 2017, *Eymeoud*, n° 406402

• Compétences des collectivités locales

Un plan local d'urbanisme peut-il créer un emplacement réservé pour une destination future qui est déjà celle correspondant à son usage actuel ?607

Conclusions Vincent DAUMAS

CE (6/1 CHR) 19 juillet 2017, *Commune d'Ansouis*, n° 397944

Qu'est-ce qu'une ligne de service public de transport ?611

Conclusions Xavier DOMINO

CE (2/7 CHR) 4 octobre 2017, *Région Pays de la Loire*, n°s 400551, 400552 et 400553

• Organismes de coopération et de regroupement

Peut-on soulever un moyen tiré de la méconnaissance de l'article L. 5210-1-1 du CGCT à l'appui d'un recours contre un arrêté mettant en œuvre le schéma départemental de coopération intercommunale ?620

Conclusions Vincent DAUMAS

CE (3/8 CHR) 28 septembre 2017, *Commune de Villeneuve-le-Comte*, n° 407985

• Contentieux des collectivités locales

Que faut-il entendre par mandat exprès pour introduire un recours gracieux ?626

Conclusions Béatrice BOURGEOIS-MACHUREAU

CE (2/7 CHR) 19 juillet 2017, *M. Bennett et SCI La Sauvagine*, n° 402185

Comment s'apprécie la condition d'urgence dans le cas d'un référé tendant à la suspension de l'exécution d'un contrat introduit par les membres de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales ?630

Conclusions Gilles PELLISSIER

Observations Alexis FITZJEAN Ó COBHTHAIGH

CE (7/2 CHR) 18 septembre 2017, *M. Humbert*, n° 408894

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 638

L'OFFICIEL EN BREF 642

MODÈLE D'ACTE 569

Modèle de formulaire de déclaration d'intérêts sur le fondement du décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires annexé à la note d'information du ministre de l'Intérieur du 4 août 2017

CHRONIQUE

Collectivités territoriales et élus locaux dans le sillage des lois pour la confiance dans la vie politique..... 652
Stéphane MANSON

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

La condition posée par l'article L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite pour le cumul intégral de la pension et d'un revenu d'activité tenant à ce que l'intéressé ait liquidé la totalité des régimes légaux dont il a relevé s'applique-t-elle aussi aux indemnités de fonction des élus locaux ?..... 654
Conclusions Gilles PELLISSIER
CE (7/2 CHR) 22 septembre 2017, *M. Pavillon*, n° 398310

• Actes des collectivités locales

L'apposition d'une croix sur une grille de cimetière porte-t-elle atteinte au principe de laïcité ? 659
Conclusions Édouard CRÉPEY
CE Avis (10/9 CHR) 28 juillet 2017, *M. Bonn c/ Commune de Princay*, n° 408920

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre (GES), affectés par l'État à l'exploitant d'une délégation de service public, doivent-ils être qualifiés de « biens de retour » ? 665
Conclusions Olivier HENRARD
Observations Jean-David DREYFUS
CE (7/2 CHR) 6 octobre 2017, *Commune de Valence*, n° 402322

Une croix surplombant une statue d'un pape constitue-t-elle un emblème religieux édifié en méconnaissance de la loi de 1905 ? 671
Conclusions Romain VICTOR
CE (8/3 CHR) 25 octobre 2017, *Fédération morbihannaise de la libre-pensée et autres*, n° 396990

• État

Peut-on annuler une autorisation d'urbanisme commercial pour incompatibilité avec un schéma de cohérence territoriale ? 681
Conclusions Frédéric DIEU
CE (4/5 CHR) 11 octobre 2017, *Association Vitrites de Caen*, n° 401807 et 401809

• Fonction publique territoriale

En cas de régularisation du contrat d'un agent public sans modification substantielle de ses termes, refusée par l'agent, l'administration est-elle obligée de le licencier ? 688
Conclusions Gilles PELLISSIER
(7/2 CHR) 22 septembre 2017, *Leroy*, n° 401364

• Contentieux des collectivités locales

Le juge administratif exerce-t-il un contrôle de la cohérence du règlement d'un PLU avec le PADD ? 694
Conclusions Charles TOUBOUL
CE (1/6 CHR) 2 octobre 2017, *Montpellier Méditerranée Métropole et Commune de Lattes*, n° 398322

Le refus de réaliser et de rendre public à l'expiration du délai prévu par l'article L. 1511-6 du code de transports le bilan des résultats économiques et sociaux d'un grand projet d'infrastructure est-il une décision susceptible de recours ? 700
Conclusions Xavier DOMINO
CE (2/7 CHR) 4 octobre 2017, *M. Daniel Ibanez, Mme Verchere, M. Raymond Avrillier*, n° 403537

Dans quel délai une société peut-elle introduire un recours contre la décision fixant la liste des candidats retenus après un appel d'offres ? 703
Conclusions Yohann BENARD
CE (9/10 CHR) 5 octobre 2017, *Société Reunisolis*, n° 406373

Une commune peut-elle engager la responsabilité sans faute de l'État en cas de dommages délictueux causés de façon préméditée par des manifestants ? 709
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT
CAA Nantes (4 CH) 6 octobre 2017, *Commune de Saint-Lô*, n° 16NT03761

Les agents de droit privé de l'État et des autres personnes ou collectivités publiques peuvent-ils bénéficier, pour leurs litiges d'ordre individuel en matière de recours pour excès de pouvoir, de la dispense de ministère d'avocat devant les cours administratives d'appel, prévue par l'article R. 811-7 du code de justice administrative ? 713
Conclusions Olivier HENRARD
CE (7/2 CHR) 6 octobre 2017, *M. Okou*, n° 401565

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 718

L'OFFICIEL EN BREF 722

MODÈLE D'ACTE 729

Modèle de délibération portant information des membres d'un conseil départemental sur les délégations du président en application de l'article L. 3221-11 du code général des collectivités territoriales

CHRONIQUE

Le rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales732
Bertrand SAINT-ÉTIENNE

GEMAPI : la nécessité d'une gouvernance financière équilibrée .737
Gaëtan HUET

JURISPRUDENCE

• Organes des collectivités locales

Le maire d'une commune de moins de 3 500 habitants peut-il refuser d'inscrire tout ou partie des questions mentionnées dans une demande de convocation du conseil municipal présentée par la majorité des membres de ce dernier ?741
Conclusions Vincent DAUMAS
CE (3/8 CHR) 28 septembre 2017, *Eymeoud*, n° 406402

• Actes des collectivités locales

Dans quelle mesure l'autorité concédante, pour déterminer les besoins à satisfaire, est-elle tenue de délimiter le périmètre géographique des offres ?745
Conclusions Olivier HENRARD
Observations Jean-David DREYFUS
CE (7/2 CHR) 15 novembre 2017, *Commune du Havre*, n° 412644

• État

Le décret du 1^{er} août 2016 relatif au projet éducatif territorial et à l'encadrement des enfants scolarisés bénéficiant d'activités périscolaires dans ce cadre a-t-il été adopté suivant une procédure irrégulière ?750
Conclusions Frédéric DIEU
CE (4/5 CHR) 11 octobre 2017, *Syndicat Éducation populaire UNSA*, n° 403855

• Compétences des collectivités locales

La collectivité territoriale de Saint-Barthélemy est-elle compétente pour modifier le nom d'un aéroport ?755
Conclusions Brigitte PATER
TA Saint-Barthélemy (1 CH) 17 octobre 2017, *M. Magras*, n° 1600001

• Services publics locaux

Les interventions non obligatoires des pompiers sont-elles susceptibles d'être facturées ?759
Conclusions François-Xavier BRÉCHOT
CAA Nantes (4 CH) 24 mai 2017, *Association Santé Service c/ Service départemental d'incendie et de secours de l'Orne*, n° 16NT00781

Un refus d'inscription à la cantine scolaire est-il régulier ?765
Conclusions Laurence MARION
TA Besançon (Formation plénière) 7 décembre 2017, *Mme Guyon c/ Commune de Besançon*, n° 1701724

• Fonction publique territoriale

Un agent peut-il être radié des cadres pour abandon de poste même s'il se prévaut d'un nouvel avis d'arrêt de travail dépourvu d'éléments nouveaux ?773
Conclusions Olivier HENRARD
CE (7 CH) 16 octobre 2017, *Nièvre Habitat*, n°s 409577 et 409578

• Collectivités locales à statut particulier

Le silence gardé pendant plus de deux mois par l'administration sur une demande vaut-il décision de rejet susceptible de recours en Polynésie française ?777
Conclusions Édouard CRÉPEY
Observations Jean-Paul PASTOREL
CE Avis (10/9 SSR) 23 octobre 2017, *M. Stéphane Diemert*, n° 411260

• Contentieux des collectivités locales

En cas d'annulation du contrat en raison d'une faute de l'administration, quelles sont les conditions d'indemnisation de son ancien titulaire sur le terrain quasi délictuel ?783
Conclusions Olivier HENRARD
CE (7/2 CHR) 6 octobre 2017, *Société CEGELEC Perpignan*, n° 395268

La crue du Rhône due aux pluies violentes de 2003 et les brèches qu'elle a générées dans le remblai de la voie ferrée constituent-ils des événements de force majeure ?791
Conclusions Olivier HENRARD
CE (7/2 CHR) 15 novembre 2017, *Société Swisslife Assurances et autres*, n° 403367

BRÈVES DE JURISPRUDENCE 798

L'OFFICIEL EN BREF 803

MODÈLE D'ACTE 809

Arrêté municipal relatif aux obligations des riverains en cas de neige

BULLETIN
JURIDIQUE DES
COLLECTIVITÉS
LOCALES

BJCL

N° 12/2017
Décembre 2017

sommaire

À paraître en janvier 2018